



REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de CHIRENS (Isère)

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable AVEC prescriptions au nom de la commune

Le Maire de CHIRENS ;

Vu le PLU de la commune de CHIRENS, approuvé le 09 avril 2013 ;

Vu la modification simplifiée N°1 du PLU approuvée le 22/12/2014 ;

Vu la modification simplifiée N°2 du PLU approuvée le 17/05/2021 ;

Vu la carte des Aléas approuvée le 26/05/2011 ;

Vu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France du 25/10/2022 ;

Vu la déclaration préalable présentée et affichée le 27 septembre 2022 par **BERNARD Xavier** demeurant : 672 Route de la Cascade - 38850 CHIRENS, et enregistrée par la mairie de CHIRENS, sous le numéro DP0381052220089 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Considérant que le projet objet de la déclaration consiste, sur un terrain situé à CHIRENS (Isère) en : Installation de 16 panneaux solaires - 31.37 m², sur la propriété cadastrée section AE 426 ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du droit des tiers et avec les prescriptions énoncées dans les articles suivants ;

Article 2 :

Selon les prescriptions motivées de l'architecte des Bâtiments de France :

« Afin que ce projet s'intègre harmonieusement dans son contexte architectural et paysager, et qu'il concourt à un projet de qualité aux abords du monument historique, il convient de prendre en considération les points suivants :

- *Les panneaux seront plaqués au plus près de la toiture sans réhausse,*
- *Dans le but d'éviter un effet de damier, les capteurs et cadre seront de teinte sombre uniforme et de finition mate,*
- *Les alimentations (câbles) ne seront pas visibles. »*

Fait à CHIRENS, le 28/10/2022

L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,

Lilvan DELUBAC.



1/2

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.
Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.
Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :*

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.